

Israël envisagerait de poursuivre Ahmadinejad à La Haye

Claire Dana Picard

dimanche 14 janvier 2007 - 09:04



Il y a quelques mois, un groupe de juristes et de notables israéliens, réunis par le *Centre de Jérusalem pour les Affaires publiques* (Jerusalem Center for public affairs) ont tenté d'entamer une action à l'échelle internationale en vue d'exclure l'Iran de l'Onu. Cette démarche était justifiée par les propos antisémites et négationnistes du président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

Parmi les instigateurs de cette initiative figuraient notamment le docteur Meir Rosenne, ex conseiller juridique du ministère des Affaires étrangères et ancien ambassadeur d'Israël aux Etats-Unis et en France, et le docteur Dore Gold, ancien ambassadeur d'Israël aux Nations unies

La requête s'appuyait sur l'article 6 de la Charte de l'Onu stipulant ce qui suit : *"Si un membre de l'Organisation enfreint de manière persistante les principes énoncés dans la présente charte, il peut être exclu de l'Organisation par l'Assemblée générale sur recommandation du Conseil de sécurité"*.

A présent, si l'on en croit le site NRG du quotidien Maariv, le ministère des Affaires étrangères envisagerait de promouvoir un autre projet consistant à poursuivre cette fois en justice sur la scène internationale le président iranien pour ses déclarations en faveur de la destruction d'Israël.

NRG indique que sous l'impulsion du député Dany Naveh (Likoud), le directeur général du ministère Aaron Abramowitz aurait convoqué jeudi dernier Dore Gold, président du *Centre de Jérusalem pour les Affaires publiques*, et le docteur Méir Rosenne pour leur demander des précisions sur ce dossier. Ces derniers auraient estimé qu'il fallait se tourner vers la Haute Cour de Justice de La Haye afin d'exiger le jugement du président iranien qui appelle au massacre du peuple juif. La rencontre aurait eu lieu en présence du directeur adjoint du ministère Eitan Ben Tsour.

NRG ajoute que le ministère israélien envisage de promouvoir ce projet mais semble hésiter par contre à en être l'initiateur devant le tribunal international. Il chercherait donc à présent des associés au sein de la communauté internationale pour cette mission. Il serait notamment question d'un Etat européen qui pourrait prendre cette initiative afin d'éviter que les Etats arabes s'y opposent à l'Assemblée générale de l'Onu.

Pour le moment, les Affaires étrangères n'ont pas confirmé cette information, laissant seulement entendre que "la question iranienne fait partie du programme politique du gouvernement pour l'année 2007".

Toujours selon NRG, Danny Naveh et Dore Gold auraient déjà été invités à Londres pour exposer leur projet aux parlementaires britanniques. Danny Naveh devrait même se présenter devant la commission des Affaires étrangères américaine à Washington. Au cours du mois dernier, un congrès aurait eu lieu sur la question à New York avec la participation, entre autres, de l'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'Onu, John Bolton, et de l'ex-ministre canadien de la Justice, le professeur Irwin Cotler. Quant à la sénateur Hillary Clinton, elle aurait adressé une lettre de soutien.